



FÉDÉRATION
DES FINANCES



chacun pour tous avec



CDAS du 11 mai 2023

APPROBATION DU PV DU 30/11/22 : Oui, RAS

BUDGET CAL 2022 réalisé:

Le budget alloué de 61 868€ a été utilisé pour :

- Arbre de Noël 42 559,98 € ;
- Loisirs et culture Actifs 9 944,30 € ;
- Actions sociales (psychologue, permanences juridiques, Conférence Ligue contre le cancer) 2840€ ; NB : 1040 € reporté sur 2023 pour les consultations avec la psychologue.
- Action rentrée scolaire 2520 € ;
- Loisirs et culture Retraités 3423,56 € ;
- Actions de solidarité 574,36 €.

Le solde est donc de 5,80 €, particulièrement bas. Cette année encore, ce solde bas marque donc la bonne gestion budgétaire.

NOTE D'ORIENTATION POUR L'ACTION SOCIALE

Point reporté au prochain CDAS, après la tenue du CNAS.

BUDGET PREVISIONNEL CAL 2023

Le budget est en augmentation de 808 € mais compte tenu de l'inflation, et comme FO l'a signalé dans sa déclaration liminaire, on est très loin d'une augmentation qui la prend en compte.

Les 60 339 € de dotation initiale seront utilisés pour (estimatif) :

- Arbre de Noël (Royal Palace 26 novembre à 11H) : 45 080 €
- Loisirs et Culture Actifs :
 - Zoo Amnéville, budget de 1400 €, 9 juillet, 100 billets mais sur proposition de FO le nombre de billets pourra être augmenté si la sortie remporte un fort succès, coût par personne 13,50 €
 - Musée verrier +repas+ citadelle de Bitche, budget de 1568 €, par autobus, le 2 juillet, coût par personne 50€
 - Château du Hohlandsbourg, budget de 600 €, 150 billets valables pour la période estivale, coût par personne 4€
 - sortie karting/bowling, budget 500€ (?), 9 ou 10 septembre (?)
 - Marché de Noël, budget 1200 € minimum, le 2 décembre, 150 personnes, coût par personne 8€
- Actions sociales (consultations psychologue, 4 permanences juridiques, 2 conférences Ligue contre le Cancer) 2500 € + report 2022 de 1040 €

Nous avons appris à cette occasion que le nombre de consultations augmentait très fortement depuis le début d'année...

- Action rentrée scolaire, budget 2000 € (base 50 enfants à 40€)
- Et pour les retraités : budget total 4 991 €, repas des retraités, Besançon en bus, Marché de Noël
- Actions de solidarité, budget de 500 €.

A noter, hors budget local, dans le cadre du Fonds d'innovation locale : Le Bas-Rhin a été retenu pour sa proposition d'une sensibilisation « Et si je révisais le code de la route », pour les retraités, avec un budget de 1500 €.

Par ailleurs, la Présidente du CDAS est revenue sur les formations en e-learning organisées par la Ligue contre le cancer.

FO FINANCES 67 a rappelé sa position : le présentiel est à privilégier !

Et dans ce cas c'est d'autant plus vrai que la formation présentielle est gratuite alors que le e-learning coûte 800 € ! Cette dépense n'étant pas budgétisée pour l'instant, cela voudrait dire qu'il faudra réduire les sorties... Pour nous, dans ces conditions, cela n'est pas envisageable !

Les thématiques de QUESTIONS DIVERSES soulevées par FO FINANCES 67

- **Résidences EPAF** : FO a dénoncé à nouveau la vente des centres EPAF. C'est d'autant plus dommageable qu'à ce jour le Secrétariat Général (SG) n'arrive pas à les vendre... C'est d'autant plus dommageable que ces ventes devaient servir à la rénovation des centres EPAF restant. C'est d'autant plus dommageable que la rénovation du centre de La Baule va commencer, mais avec des financements classiques. C'est d'autant plus dommageable que l'absence de vente a induit des coûts de gardiennage importants, qui impacte le budget global de l'Action sociale. Le SG aurait mieux fait d'essayer de vendre les centres tout en poursuivant les locations par les agents des Finances qui auraient ainsi pu continuer à en bénéficier...

- **Restauration à Sélestat** : Les représentants FO ont rappelé la politique de fermeture des restaurants financiers, dont celui de Sélestat, par le SG. Il est donc faux de dire que le Ministère privilégie toujours la solution de restauration collective, comme l'ont affirmé la Présidente et l'adjoint du pôle RH de la DRFIP.

FO a également rappelé les contraintes de la cantine du Lycée. Sur ce point la Présidente a indiqué qu'il n'existait aucune contrainte horaire et qu'il existait un coupe-fil pour les agents DGFIP. Si les collègues de Sélestat contredisent ces affirmations, qu'ils n'hésitent pas à nous le faire remonter.

FO a demandé, comme la Présidente s'y était engagée lors du dernier CDAS, à faire un nouveau sondage avec une seule question, qui apporte une réponse oui/non (par ex : êtes-vous satisfait(e) de la solution de restauration à la cantine du Lycée?). Car, comme nous l'avions rappelé, le premier sondage, rédigé par la DRFIP, sans concertation avec les OS, a permis au SG, par ses multiples questions, de trouver les arguments pour refuser les titres restaurant.

Nous avons malheureusement bien senti que la Présidente et la DRFIP ne souhaitent pas de nouveau sondage. Mais, pour autant, les représentants FO Finances 67 ne se décourageront pas et nous avons indiqué à la Présidente que nous y reviendront ultérieurement !

- **Restaurant de La Poste** : FO a critiqué le coût du repas au restaurant de La Poste, plus élevé que dans d'autres RIE. La déléguée des services sociaux a répondu que nous ne sommes que partenaire et que nous n'avons pas de marge de manœuvre. Cependant, la subvention au Restaurant de la Poste a été augmentée.

NB : celle du RIA de la Préfecture l'a été également.

Sur la Restauration, FO Finances est intervenue concernant les douaniers en Surveillance qui bénéficient des titres restaurant mais pour lesquels la valeur du titre est bien insuffisante car largement inférieure au coût d'un repas alors qu'ils sont sur le terrain et donc sans autre choix que de manger hors du service.

De même, les agents en Surv ne bénéficient pas, compte tenu de leurs horaires et de leur activité, des transports en commun et donc de la prise en charge de 50 % du coût par l'État.

Vos représentants FO FINANCES 67 : Marine WILHELM – Anne-Laure SCHNEIDER - José PEREIRA - Christophe WALTER - Alain STURM

à vos côtés, de votre côté